

Projets de décision portant sur la définition respectivement du marché pertinent de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire (marché 4) et du marché de gros pertinent des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational (marché 5)

Réponse d'Orange

Consultation publique du 19 février au 26 mars 2014

Contacts : affaires.reglementaires@orange.com

Liens vers la consultation :

http://www.arcep.fr/fileadmin/uploads/tx_gspublication/projet_adm4.pdf

http://www.arcep.fr/fileadmin/uploads/tx_gspublication/projet_adm5.pdf

En préambule à ses commentaires sur la présente consultation, Orange considère qu'il est absolument nécessaire que l'ARCEP prenne toute la mesure des évolutions structurantes en cours dans le secteur des communications électroniques dans le cadre de ses analyses de marchés du haut et du très haut débit.

Ainsi, si l'Arcep devait décider de ne pas geler le processus d'analyse en cours, il est important que ces marchés soient mis sous surveillance, et que les décisions relatives aux analyses des marchés du haut et du très haut débit intègrent une clause de révision formelle qui devra être mise en œuvre sans délai dès lors que le rachat de SFR aura fait l'objet d'une autorisation. De plus, sans attendre cette autorisation relevant des autorités de concurrence, l'Arcep devrait également engager sans tarder une analyse des nécessaires conséquences de ce processus de concentration sur l'ensemble de la réglementation, asymétrique et symétrique, relative à ces marchés.

Par ailleurs, Orange constate que très peu d'évolutions ont été introduites dans les projets de décisions soumis à la présente consultation par rapport aux projets précédents, et regrette donc que la plupart de ses demandes, formulées dans les réponses aux consultations qui ont eu lieu depuis 2013, n'aient pas été retenues. Dans ces conditions, Orange renvoie à ses remarques sur les précédents projets et apporte des compléments qui portent principalement sur certaines évolutions intervenues dans la rédaction du projet ou dans les offres proposées.

En particulier, Orange s'étonne que la puissance indéniable de l'opérateur Numéricable ne soit à aucun moment analysée dans le projet de décision. Or, Numéricable, qui affirme être le premier opérateur très haut débit fixe en France, ne voit peser sur lui aucune obligation.

Enfin, Orange entend de nouveau attirer l'attention de l'ARCEP sur l'absence de justification dans son principe comme dans sa proportionnalité au regard des textes communautaires, d'une mesure permettant un accès direct et permanent par les services de l'Autorité aux différents outils permettant aux opérateurs de passer des commandes». Cette obligation ne figure en effet pas parmi la liste des remèdes pouvant être imposés dans le cadre d'une analyse de marché en application des articles L.38 et suivants du CPCE, et conduit en pratique à imposer à Orange une contrainte plus forte que celle qui pourrait naître des pouvoirs d'enquête prévus à l'article L.32-4 du CPCE sans aucune des garanties prévues en la matière par la législateur.

Marché 4

A titre liminaire, Orange s'étonne que le projet de décision ne s'interroge pas sur la nécessité de passer d'une régulation asymétrique de l'accès au génie civil à une régulation symétrique de cet accès, en particulier s'agissant de l'accès au génie civil des collectivités territoriales. Orange renvoie sur ce point aux pages 8 et 9 de la réponse du 8 janvier 2014 à la consultation de l'ARCEP.

Offre de gros d'accès aux infrastructures de génie civil

En ce qui concerne l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil, comme Orange l'envisageait dans sa réponse à la consultation publique, l'expérience acquise par les opérateurs et la professionnalisation de l'ensemble des acteurs sur cette offre à l'origine très novatrice permettent d'apporter de nouvelles modifications à l'offre BLO. Ces modifications s'inscrivent dans la poursuite du mouvement de simplification de la documentation fournie par les acteurs dans le cadre de leurs commandes d'accès au génie civil. Ces évolutions qui ont été présentées lors d'une réunion multilatérale tenue le 18 mars 2014 sont le fruit des travaux multilatéraux et des contributions des différents opérateurs dans le cadre du processus d'analyse de marché. Orange constate d'ailleurs avec satisfaction que la qualité opérationnelle de l'offre d'accès au génie civil a été à cette occasion saluée par de nombreux acteurs. Ces modifications ont été accueillies favorablement tant par les opérateurs que par les services de l'ARCEP. Elles prendront effet pour la plupart en juin 2014 – soit vraisemblablement avant l'entrée en vigueur de la présente analyse. Dès lors, certaines mesures figurant dans le présent projet (par exemple la mise en place d'un serveur pour les fiches d'occupation des chambres) n'ont plus d'objet. Dans ces conditions, l'ARCEP devrait mettre à jour son analyse et supprimer les obligations correspondantes.

Par ailleurs, de nombreuses modifications ont été apportées par l'ARCEP en ce qui concerne les règles de désaturation. La nouvelle rédaction comporte certaines ambiguïtés qu'il est indispensable de lever. Ainsi, le projet actuel pourrait être interprété comme conduisant à classer en « saturation objective » toute saturation intervenant en aval des PM pour les déploiements FTTH, quelle que soit la taille du PM, ou la nature des services envisagés (FTTx, RCA, REDR). Lorsque le réseau situé en aval des PM ne permet pas de desservir l'ensemble des logements ou locaux situés dans une zone arrière déterminée, ou que la règle d'ingénierie nominale dite du « 1+0 » n'est pas retenue, le fait de considérer comme objectifs les cas de saturations qui interviendraient serait en contradiction flagrante avec la décision n°2010-1211 en date du 9 novembre 2010 définissant les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale d'Orange. Ceci serait également contraire à l'esprit et à la lettre des précédentes analyses de marchés de 2008 et 2011 et ferait peser sur Orange une charge disproportionnée et imprévisible, Orange devant alors supporter le coût des désaturations pour des déploiements inefficaces ou sans relation avec le FTTH. Orange demande donc à l'ARCEP de confirmer que la « saturation objective » ne peut exister pour le réseau situé en aval des PM que dans les cas où la règle dite du « 1+0 » est utilisée. Il convient donc de modifier le projet d'analyse en ce sens.

Dégroupage

En premier lieu, Orange souhaite revenir sur l'obligation de raccordement d'éléments de réseau via l'offre de dégroupage. Orange renvoie sur ce point aux fortes réserves formulées déjà dans le cadre de la précédente analyse de marché 4.

Au-delà, Orange note que la possibilité qui n'existait pas lors du déploiement des réseaux mobiles des trois autres opérateurs de réseaux, a conféré au dernier arrivant une structure de coût de réseau mobile plus avantageuse que ses concurrents. Or un tel dispositif ne peut conduire à favoriser un mode de déploiement plutôt qu'un autre. En conséquence il n'apparaît ni justifié ni proportionné que les tarifs associés au dégroupage soient ceux figurant dans les offres prévues au titre de l'analyse de marché 4. Si une obligation d'accès est malgré tout maintenue dans son principe, alors ces tarifs ne devraient être soumis qu'à un critère de non excessivité, dès lors que les opérateurs mobiles disposent de la faculté d'utiliser des solutions alternatives à ces prestations.

Par ailleurs, Orange note la précision apportée par l'ARCEP selon laquelle le processus de désaturation des petits répartiteurs pourra conduire au déménagement d'équipements non utilisés mais n'impliquera pas de réaménagements des équipements utilisés par Orange au sein des répartiteurs comme ceci avait été évoqué dans le précédent projet de décision. A l'inverse, Orange n'est pas favorable à la mise en œuvre d'une solution complexe pour l'hébergement dans les petits sites et rappelle qu'il est envisageable de définir une prestation simplifiée qui puisse être adaptée à tous les répartiteurs de moins de 1500 lignes assurant ainsi un processus homogène et industrialisable.

En complément, sur tous les nouveaux NRA, où les opérateurs ont été consultés et n'ont pas signifié à Orange leur souhait d'hébergement, Orange ne saurait être tenu d'accueillir deux opérateurs.

Offre de gros de raccordement passif des répartiteurs distants

Enfin, s'agissant des plafonds d'étude et de production définis dans l'offre LFO, il convient de rappeler que les capacités d'étude d'Orange sont suffisamment dimensionnées pour traiter les demandes des opérateurs tiers. Ainsi, en 2013, 2 349 études ont été réalisées pour une capacité de 3 000. En pratique, les plafonds ne sont donc pas bloquants pour les opérateurs.

Orange a par ailleurs fait la démonstration en pages 12 et 13 de sa réponse à la consultation sur le précédent projet de décision des graves difficultés que poserait à Orange une augmentation des ressources sur la LFO et du caractère disproportionné qu'aurait une obligation d'adaptation de ses ressources actuelles.